Document généré le 1 juin 2025 19:02

Sociologie et sociétés

# Développement durable, sécurité globale et reconversion économique : points de convergence pour le mouvement vert et le mouvement pour la paix

# Sustainable Development, Global Security and Economic Reconversion: Points of Convergence between the Green Movement and the Peace Movement

Ronald BABIN et Jean-Guy VAILLANCOURT

Volume 27, numéro 1, printemps 1995

Le sport

URI : https://id.erudit.org/iderudit/001016ar
DOI : https://doi.org/10.7202/001016ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (imprimé)
1492-1375 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

BABIN, R. & VAILLANCOURT, J.-G. (1995). Développement durable, sécurité globale et reconversion économique : points de convergence pour le mouvement vert et le mouvement pour la paix. *Sociologie et sociétés*, *27*(1), 171–181. https://doi.org/10.7202/001016ar

Résumé de l'article

Avec la fin de la Guerre froide et l'émergence des problèmes écologiques globaux, deux nouveaux mouvements sociaux - le mouvement vert et le mouvement pour la paix - convergent dans leurs efforts pour lier les questions de sécurité globale, de reconversion des dépenses militaires et de développement durable. Ce dernier concept ne concerne pas seulement la protection de l'environnement et le développement économique, mais comprend aussi une dimension plus socio-politique et culturelle s'adressant à la démocratie, au désarmement, à l'équité entre générations, entre le Nord et le Sud, entre hommes et femmes, entre riches et pauvres... L'analyse de l'intégration des trois thématiques laisse voir les diverses facettes des enjeux politiques, économiques, sociaux et éthiques du changement social.

Tous droits réservés © Les Presses de l'Université de Montréal, 1995

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

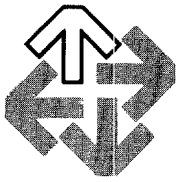
Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

*Sociologie et sociétés, vol. XXVII, n° 1, printemps 1995, p. 171-181*

# Développement durable, sécurité globale et reconversion économique : points de convergence pour le mouvement vert et le mouvement pour la paix



RONALD BABIN
JEAN-GUY VAILLANCOURT

Malgré le sursaut de violences meurtrières et menaçantes des dernières années comme la guerre du Golfe au Moyen-Orient, les guerres nationalistes dans l'ex-empire soviétique et les conflits post-coloniaux et politico-ethniques dans divers pays du Sud (en Afrique notamment), le nouveau contexte de l'après Guerre froide est en apparence marqué par une dynamique de réduction des dépenses militaires et par l'installation encore timide d'une logique de désarmement international dont la portée réelle reste imprécise. Depuis 1987[1] il y a en effet un début de décroissance des dépenses militaires mondiales sous forme de réduction des commandes militaires nationales et de diminution des exportations militaires vers le Tiers-monde. En plus, la publication du rapport Brundtland (1987) a nourri, sur la scène mondiale, un important débat portant sur l'environnement et le développement et a soulevé l'urgence de libérer les sommes colossales dépensées en armements pour les réaffecter à des fins plus utiles, comme le financement de politiques de développement durable. Une telle évolution a été activement recherchée pendant quelques décennies par un nombre croissant de personnes mobilisées en faveur du changement et diversement impliquées dans d'importants mouvements sociaux contemporains œuvrant pour l'écologie, la paix, la développement international, l'égalité des femmes, le droit des autochtones, *etc.*... Toutefois, selon eux et comme nous le verrons, la dynamique actuelle de désarmement et de changement demeure insuffisante. À leurs yeux, le changement en cours devrait non seulement aller plus vite quantitativement mais surtout s'approfondir *qualitativement* en s'enrichissant de visions nouvelles aptes à conduire à des choix différents et à la transformation en profondeur de nos manières de voir et de faire (façon de penser, d'analyser, de concevoir d'une part et de créer, de réaliser et d'instituer d'autre part) (Prades, Vaillancourt, Tessier, 1991 ; Prades, Tessier, Vaillancourt, 1992a, 1994 ; Vaillancourt, 1995, p. 4 et pp. 24-29).

1. 1987 : année charnière qui suit l'Année internationale pour la paix et qui elle-même suit l'apogée des multiples actions pour le désarmement et la paix entreprises et menées par l'important mouvement néo-pacifiste transnational des années 80. Cette année trouve aussi sa traduction politique dans le Sommet de Reykjavik (entre MM. Gorbatchev et Reagan) où, au-delà d'une logique jusqu'alors prédominante de maîtrise des armements, les premières initiatives officielles de désarmement Est/Ouest sont annoncées. 1987 est aussi l'année de publication en anglais du rapport Brundtland intitulé « Our Common Future ».

En cherchant à promouvoir un tel changement au niveau de la pensée, l'engagement de ces mouvements sociaux à pour objet l'invention de catégories nouvelles de la connaissance qui favorisent une meilleure compréhension des modalités du changement dans nos sociétés. Il s'agit en plus pour ces groupes de mobiliser un ensemble de connaissances nouvelles au service de l'amélioration de la condition humaine ainsi que pour restaurer un meilleur équilibre entre les êtres humains et leur milieu naturel (Morin, 1989, pp 1, 18-19). Ce choix d'action est aussi défini par un besoin de fixer un nouveau modèle de progrès pour nos sociétés et cela dans le contexte d'une grande transformation sociétale marquée par d'importantes mutations techniques, une mondialisation de l'économie (pilotée et structurée par les firmes multinationales) ainsi que par la globalisation des problèmes et des défis contemporains (Giddens, 1987 ; Habermas, 1987 ; Touraine, 1984). Bien que les menaces nouvelles qui pèsent sur nos sociétés peuvent prendre des formes diverses (mal développement, endettement, militarisme, dégradations environnementales), la nature de leurs enjeux se rapporte largement à la question de l'orientation du progrès technique et à ses conséquences sur nos modes de vie et de développement (Duclos, 1989). Et comme de nos jours le progrès technique a tendance à aller plus vite que l'imagination, les débats sur les objectifs de l'avenir ont peu ou pas de prise sur nos sociétés et, en conséquence, celles-ci évaluent mal où elles s'en vont. Il en résulte un déphasage entre la nature des phénomènes qui doivent être compris (et maîtrisés) et les politiques qui s'y adressent actuellement. Pour corriger cela et afin de nourrir un processus de changement collectif (modification des mentalités, promotion de visions d'avenir, stimulation de projets mobilisateurs communs), le mouvement vert et le mouvement pour la paix ont mis de l'avant les trois grands axes d'action suivants : le développement durable, la sécurité globale et la reconversion économique.

Ce texte proposera une analyse sociologique de ces axes d'action en termes de conflictualisation publique, d'élaboration de politiques alternatives et de responsabilisation sociale autour de questions cruciales que les pouvoirs établis cherchent plutôt à tenir à l'écart du domaine public ou du moins à encadrer de manière à éviter les remises en question trop profondes. Il s'agira en l'occurrence d'examiner le sens et la signification de dynamiques convergentes et complémentaires : comment le *développement durable* questionne-t-il le modèle dominant de développement de nos sociétés ? comment la *sécurité globale ou commune* cherche-t-elle à remplacer le modèle militariste de sécurité nationale et collective ? et comment la *reconversion économique* vise-t-elle à civiliser le modèle (néo)libéral de l'économie de marché et à questionner le postulat du laisser-faire économique et de pratiques protectionnistes en matière d'armements ? En reliant ces questions entre elles ainsi qu'avec d'autres thèmes, cette analyse tentera de démontrer aussi comment ces convergences s'insèrent dans un vaste processus sociétal de remises en question et de propositions d'alternatives qui progresse en s'élargissant et en s'approfondissant culturellement, politiquement et socialement, un processus mené par les importants mouvements sociaux contemporains que sont le mouvement vert et le mouvement pour la paix, mais aussi par le mouvement pour le développement international, le mouvement des femmes, le mouvement pour les droits des autochtones... Ensemble, tous ces mouvements concourent à l'ouverture d'une nouvelle sphère publique transnationale d'intervention (Hegedus, 1989) qui devient incontournable, comme l'a clairement démontré la tenue simultanée à Rio de Janeiro en juin 1992 de *deux* Sommets de la Terre :

1. la *Conférence des Nations unies sur l'Environnement et le Développement* (CNUED) réunissant les chefs d'État de 130 pays, qui, à travers des tergiversations politiques et la négociation d'une déclaration finale diluée, ont révélé la faiblesse des négociations entre États-nations en matière d'environnement et de développement, et,
2. la *Conférence alternative « Forum Global »* regroupant plus de 3000 représentants d'Organisations non gouvernementales (ONG) et de mouvements sociaux venant de nombreux pays du monde, qui, à travers la signature de 45 traités thématiques de coopération ont signifié leur choix de travailler en collaboration pour le changement en matière d'environnement et de développement (Vaillancourt, 1992).

Ce Forum global des ONG a constitué une importante contestation des mouvements sociaux de la société civile internationale, face au conservatisme et à l'inaction des gouvernements en matière d'environnement et de développement.

## SURVOL DES GRANDES ÉTAPES DE L'ÉVOLUTION DES MOUVEMENTS SOCIAUX CONTEMPORAINS

Pour bien saisir le sens profond de la dynamique sociétale actuelle, il importe avant tout de la situer par rapport à l'évolution qu'ont connue les mouvements sociaux contemporains depuis leur émergence durant les années 60, alors qu'un nouveau type d'activisme social a fait une irruption remarquée et déterminante sur la scène sociale et politique des pays développés (Touraine, 1975). Avec le recul dont nous disposons, il est possible de constater comment le mouvement pour les droits civiques et le mouvement étudiant ont contribué à un important changement au niveau de la culture politique progressiste de ces pays. Afin de situer ce changement, il faut rappeler qu'auparavant l'espace politique progressiste était surtout l'affaire du mouvement ouvrier, des mouvements nationalistes, ainsi que des mouvements sociodémocrates, socialistes et communistes. Ceux-ci s'étaient développés avec l'industrialisation et avaient mis au point des projets politico-économiques de réorganisation du travail et de réorientation du développement industriel, ainsi que des mécanismes plus ou moins radicaux d'appropriation et de redistribution des produits du développement économique selon les besoins de tous. Les thèmes dominants concernaient la nature des relations de travail et le sens de l'activité économique ; le terrain principal d'enjeu gravitait autour de la production de biens matériels. Les changements que ces mouvements souhaitaient réaliser et pour lesquels on se mobilisait étaient vus comme passant surtout par la prise du pouvoir d'État et, de là, par un État renouvelé impulsant « par le haut » les changements institutionnels et organisationnels. Depuis les années 60, et par le biais d'une critique sociale plus globalisante qui se développe et s'approfondit, les nouveaux mouvements sociaux (des années 60 ainsi que ceux qui suivront durant les années 70, 80 et 90) jugent cette approche étatiste insuffisante. Ils optent plutôt en faveur d'une dynamique socioculturelle par laquelle on vise l'activation de la société civile pour réorienter l'évolution des sociétés contemporaines vers des objectifs d'égalité, de protection de l'environnement, de paix, de développement, de justice, de solidarité... Ces thèmes concernent davantage des questions de modes de vie et sont le signe d'un important changement de terrain de conflits vers des enjeux plus culturels de la production sociale des conditions de vie elle-même, dans un monde en mutation rapide.

Puisqu'il y a une remise en question effective des anciens modèles et puisque les mouvements sociaux d'aujourd'hui questionnent aussi, non seulement le contenu, mais les principes mêmes de notre pensée et de notre connaissance, c'est de cela qu'il faut rendre compte, en premier par un examen rapide de l'évolution de ces mouvements. Et pour cela, on peut assez facilement distinguer trois périodes :

1. la constitution d'une identité propre
2. la construction d'une capacité politique d'influence
3. le développement d'une capacité sociale d'intervention

Une remarque préliminaire s'impose toutefois : il ne s'agit pas de trois périodes étanches et statiques. Il s'agit plutôt de bien cerner un important processus qui est toujours en cours sous forme d'une vaste dynamique d'apprentissage social qui grandit, s'élargit et se renforce dans son impact dans nos sociétés contemporaines. La désignation des périodes en termes d'années ne sera donc tentée qu'à titre indicatif afin de faciliter le repérage de l'évolution en cours.

### 1. LA CONSTITUTION D'UNE IDENTITÉ PROPRE.

La première période qui débute durant les années 60 et qui se poursuit jusqu'en 1977-78 correspond à l'émergence de plusieurs nouveaux mouvements sociaux qui ont évolué

successivement ou en parallèle : mouvement pour les droits civiques, mouvement étudiant, mouvement hippie, mouvement contre la guerre du Vietnam, mouvement écologiste et antinucléaire, mouvement des femmes, mouvement pour le développement et la solidarité internationale. Ils n'ont pas de démarches communes structurées, mais ils se sont organisés avec vigueur pour s'exprimer négativement contre le racisme, la guerre du Vietnam, la pollution, le sexisme, le patriarcat, le nucléaire, l'exploitation des pays du Sud et le mal développement, ainsi que positivement pour les droits civiques, l'égalité, la paix, l'environnement, l'émancipation des femmes, les énergies et les technologies douces, et le développement équitable entre les pays du Nord et du Sud. Autour de ces thèmes, une nouvelle génération d'activistes sociaux autonomes a surgi abruptement, a pris conscience d'importants problèmes contemporains et s'est dotée d'une forte identité protestataire contre-culturelle, c'est-à-dire s'exprimant à l'encontre des orientations culturelles dominantes. La contre-culture présente dans les différents mouvements s'est aussi manifestée sous forme d'initiatives alternatives et de pratiques exemplaires liées à des images de sociétés idéales où les cadences sociales seraient différentes et moins ennuyantes, les rythmes sociaux ralentis et les loisirs accrus et aussi où les technologies modernes seraient appropriées, douces et au service d'un mieux être des fractions les moins favorisées de la population. Mais ce désir de changement d'orientation s'est vite heurté aux limites des actions exemplaires dépourvues de moyens et d'appuis institutionnels ainsi qu'à la réalité des mécanismes institutionnels et politiques établis de prise de décisions concernant la répartition et l'utilisation des ressources dans nos sociétés. De telles limitations expliquent en retour le désir de peser sur les processus décisionnels, d'où l'importance croissante, durant les années 70, des actions de contre-information et de contre-expertise, ainsi que les revendications de participation démocratique du public dans les mécanismes de prise de décisions. Il n'en demeure pas moins que, dans l'ensemble, le regard reste contestataire et se démarque à la fois du modèle dominant de développement économique et social, ainsi que du modèle de contestation politico-économique traditionnel associé au syndicalisme, au socialisme et au nationalisme de gauche (Offe, 1985, pp. 817-868).

### 2. LA CONSTRUCTION D'UNE CAPACITÉ POLITIQUE D'INFLUENCE

La période suivante qui prend le relais à partir de 1977-78 et qui se poursuit jusqu'en 1987-88 vise la construction d'une capacité politique d'influence en vue d'inverser certaines orientations sociétales jugées dangereuses. Sa logique est plus proprement politique. Elle prend la forme de la mise sur pied de réseaux d'action et de coalitions de groupes et de mouvements, ainsi que la recherche de nouveaux appuis en vue du renforcement d'une dynamique réelle de changement. Le thème « désarmement et paix » en constitue l'élément fédérateur qui favorise une convergence de la plupart des nouveaux mouvements sociaux actifs durant les années 80 ainsi qu'un début de rapprochement entre ceux-ci et les mouvements politiques progressistes plus traditionnels et aussi avec de nombreuses associations professionnelles, scientifiques, religieuses, de consommateurs, etc. Cette convergence des préoccupations progressistes, parfois appelée Coalition Arc-en-ciel, a lieu dans un contexte de renforcement de la droite (néo-conservatisme de Reagan, de Thatcher, de Mulroney...) ainsi que de retour des tensions internationales Est/Ouest accompagnées d'une accélération quantitative et surtout qualitative (mise en service d'armes nucléaires précises de première frappe) de la course aux armements. Les coûts globaux en ressources financières et humaines, ainsi qu'en termes des menaces qui pèsent sur l'humanité sont à ce point élevés qu'ils ont pour effet de contrarier toutes les velléités et initiatives de changement. Une telle situation est aux antipodes de ce que recherchent les nouveaux mouvements sociaux, d'où leur rôle central dans la vaste mobilisation néo-pacifiste des années 80 (Vaillancourt et Babin, 1984 ; Babin, 1990). C'est par elle que s'exprime à grande échelle le refus des politiques de confrontation, de domination et de puissance. C'est aussi par elle que s'opèrent l'élargissement et l'internationalisation des préoccupations. Mais la manière autonome de faire de la politique par l'activation d'une participation sociale « par le bas », par secteurs d'activité ou par champs

d'intérêt, demeure entière et s'améliore. Partout les militants font appel à la responsabilité directe de tous et de toutes afin de produire les conditions et pressions nécessaires pour inverser le processus de la course aux armements et aussi pour sortir d'un engrenage militariste qui met l'humanité en péril (Thompson et Smith, 1981 ; Smith et Thompson, 1987). Ils tentent de modifier l'état de conscience général par l'information et la communication, ils introduisent des limites sociales au militarisme par la mobilisation et l'action, ils visent à civiliser les relations internationales par la promotion et le développement des droits humains, ils recherchent le développement d'un esprit de collaboration internationale par le dialogue et la négociation, et, par le désarmement, ils proposent la réorientation et la reconversion des ressources gaspillées pour développer autrement, c'est-à-dire de façon équitable et durable. La Coalition québécoise pour le désarmement et la paix qui regroupe les pacifistes québécois « non-alignés » adopte même comme mot d'ordre le slogan « Désarmer pour développer autrement ». Et au total, on propose un défi de créativité et d'invention continues en ce qui concerne le contenu d'un autre type de développement dans une perspective de production sociale puis politique d'une communauté de plus en plus planétaire qui ne peut s'organiser que sur le principe de la solidarité au lieu de se fonder sur la division et la confrontation. D'où la conscience plus aiguë de la nécessité de renforcer et d'élargir une dynamique concrète et plurielle de changement socio-économique, politique et culturel.

### 3. LE DÉVELOPPEMENT D'UNE CAPACITÉ SOCIALE D'INTERVENTION

Après les deux périodes précédentes, la période actuelle commence durant les dernières années 80 dans un contexte plutôt favorable, marqué par la chute du mur de Berlin et la fin de la Guerre froide ainsi que par l'ouverture d'un important débat international portant sur le « développement durable » alimenté par la publication du rapport Brundtland de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement intitulé : « Our Common Future » (1987) ; « Notre avenir à tous » (1988). Cette dynamique mondiale mènera à la tenue d'un premier Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en juin 1992, vingt ans après la Conférence de Stockholm sur l'environnement humain. Cette conjoncture extrêmement intéressante sera ensuite vite atténuée par la guerre du Golfe, ainsi que par la multiplication de conflits et de guerres politico-ethniques dans des pays de l'ancien bloc de l'Est et dans certains pays africains, et surtout par l'émergence dans le suivi du Sommet de la Terre d'un économisme libre-échangiste qui a réussi à frustrer par son légalisme et son conservatisme d'importantes initiatives en matière d'environnement en les rendant non contraignantes. Ce recul a été confirmé par la ratification des accords économiques et commerciaux du GATT qui comportent d'importantes contraintes d'application. Amenés à être davantage conscients de telles limites imposées notamment par de grands groupes multinationaux, les mouvements sociaux choisissent de poursuivre résolument leurs actions mais en affirmant désormais de façon concrète leur volonté de changement tout en cherchant à le fixer durablement dans la réalité. C'est ainsi qu'ils prennent un tournant plus pragmatique en adoptant une dynamique de projets concrets ainsi que la réalisation d'objectifs plus particuliers sans pour autant évacuer un idéal de projet de société par lequel est visée la construction d'un monde meilleur. La promotion de la diversité des groupes et des approches constitue un signe tangible que ceux-ci optent pour la réalisation de projets et la recherche de solutions à des problèmes spécifiques qui peuvent paraître plus ou moins importants. Mais en fait, par la voie de l'intégration des diverses préoccupations, ils cherchent aussi à reconstruire de proche en proche des réponses dans quatre domaines interdépendants : le rapport des êtres humains à la nature, le problème d'une économie mondiale injuste et inégalitaire, la promotion et la légitimation de la démocratie ainsi que celui de l'adéquation des développements de la science et de la technologie à l'espèce humaine et à la nature. De plus, par la promotion de thèmes universalistes tels la paix, l'écologie, les droits humains, la justice, la solidarité, sans oublier « l'indispensable démocratie » (Touraine, 1994, pp. 186-188), on vise à fonder des liens entre acteurs sociaux et entre ceux-ci et des programmes socio-politiques mobilisateurs dont le contenu se précise,

comme il en sera question ici, à l'aide de concepts comme le *développement durable*, la *sécurité globale* et la *reconversion économique*. Et plus particulièrement, dans la perspective d'un passage d'une logique de division et d'affrontement à une logique de rapprochement et de collaboration, il s'agit à travers l'analyse de tels programmes mobilisateurs d'examiner comment l'on envisage les conditions de coopération et d'organisation d'une véritable collaboration qui se doit d'être à la fois globale et locale.

## LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Depuis la publication en 1987 du rapport Brundtland, le développement durable est devenu une importante notion « programmatique » (Godard, 1993) de mise en débat des finalités des formes de développement actuel et à venir. En révélant largement que les conditions « non soutenables » du passé ne s'appliquent plus, le développement durable a contribué au processus de prise de conscience de la nécessité d'engager d'importantes modifications structurelles pour faire face à la crise écologique. Par ailleurs, les discussions, débats et analyses sans nombre suscités par cette notion ont aussi révélé la vigueur de la lutte pour l'établissement d'une problématique prédominante de réorientation et de restructuration. Et l'essentiel de ce conflit sociétal, projeté sur l'avant scène par le concept de développement durable, porte tant sur le contenu que sur le processus de construction d'un nouveau modèle de développement, une dynamique qui met en opposition deux logiques nouvelles et différentes de gestion du changement : le modèle de modernisation écologique et le modèle de modernisation sociétale.

La première perspective dite de modernisation écologique constitue la nouvelle perspective dominante du développement aujourd'hui. Elle assigne « par le haut » un rôle central à la science et la technologie dans la résolution de la crise écologique et mise sur la relance par l'écologie de la croissance techno-industrielle, ainsi que sur l'augmentation de la consommation. Cette approche offre une image d'inspiration biologique d'une alliance entre la nature et la technologie comme source d'une meilleure gestion ordonnée de la nature, ainsi que du développement économique. Mais paradoxalement, elle se fonde sur la promotion d'une idée de nature, alors même que la nature devient artifice, une nature de plus en plus humanisée. Et puisqu'il en est ainsi, elle mène plutôt vers une logique de nature en vitrine ou de nature alibi : l'exemple le plus poussé de cette perspective étant la récente Géosphère-II avec sa démarche « pense-à-tout » ou encore la multiplication de nos jours d'espaces zoologiques de type biodômes ; l'exemple plus atténué mais plus répandu concerne l'établissement de « zones modèles » de développement durable, par exemple en foresterie, en agriculture et dans les pêches. Et sur le fond, le principal oubli (intentionnel ou non) dans tout cela, c'est que la nature n'est pas un défi ; le véritable défi concerne la *nature* des relations que les êtres humains entretiennent avec la nature ainsi qu'entre eux.

C'est pour relever ce défi que la seconde approche, dite de modernisation sociétale, cherche à inclure un éventail plus vaste de questions et de thèmes que les pouvoirs établis s'efforcent défensivement d'exclure, notamment par le rôle de l'État comme régulateur social du débat portant sur le développement durable (Babin, 1992, 1994). Et à bien des égards, comme il s'agit de favoriser une mutation de l'esprit, cette deuxième approche mise d'emblée sur la valorisation de connaissances plus ouvertes en vue de promouvoir une meilleure utilisation sociale des connaissances scientifiques et sociales contemporaines afin de vivre avec la nature, ce qui a été oublié dans l'ensemble des pays industriellement et techniquement développés (Baccouche et Babin, 1993). D'où un grand besoin de réapprentissage et d'où aussi l'importance de revaloriser les connaissances variées de différents peuples qui n'ont pas perdu une proximité avec la nature. Un des objectifs envisagés est de s'en inspirer tout en les actualisant si nécessaire, non pas pour opérer un retour en arrière, mais pour qu'un nouveau mode de développement de type pluraliste puisse prendre forme et puisse s'insérer prudemment dans la biosphère. L'importance grandissante de la recherche-action en matière de développement durable peut ainsi être vue comme l'expression d'une volonté de redescendre

sur terre en revalorisant les mesures et les observations sur le terrain, plutôt que de privilégier la froide logique technique des ordinateurs et des satellites. Par des contacts plus personnels, elle favorise une meilleure emprise sur la réalité et permet aussi une meilleure adéquation entre le local et le global (une dimension centrale manquante dans les formulations dominantes du développement durable). Apprendre à reprendre pied sur terre implique d'ailleurs le développement d'une approche plus axée sur le développement de communautés, de régions, de territoires et constitue une dimension fondamentale mise de l'avant par les mouvements sociaux agissant sur les questions de développement. Il ne s'agit nullement d'une stratégie de fermeture vis-à-vis de l'extérieur mais plutôt du renforcement concret d'une base de solidarité à partir de laquelle, progressivement, on apprend à maîtriser des relations plus ou moins complexes d'interaction, ainsi qu'à développer une capacité effective d'action dans la sphère politique en faveur de la participation démocratique et pour l'ouverture de mécanismes politiques plus représentatifs. Il s'agit par là, d'abord, de dépasser les limites de la pensée libérale qui voit la démocratie comme un mode de gestion rationnelle de la société et, ensuite, de favoriser le développement d'un processus continu impliquant des systèmes de médiations entre l'État et les acteurs sociaux concernant les sujets d'importance pour le développement actuel et futur des sociétés. On pose ainsi en surface le problème de la décision (comment décider ?) et, plus en profondeur, le besoin de la reformulation d'un nouveau contrat social avec de nouvelles formes de représentations politiques (Touraine, 1991, pp. 29-41 ; 1994).

## LA SÉCURITÉ GLOBALE OU COMMUNE

De toute évidence, l'instauration du développement durable doit conduire à des révisions profondes dans de nombreux secteurs d'activité comme l'énergie, les transports, l'urbanisme, le tourisme, l'agriculture, les pêches, les forêts, l'eau, les sols... (Vaillancourt, 1995). Mais pour maximiser les chances de succès et pour assurer que tout progrès soit durable, il y a une question majeure sur laquelle il faut agir pour créer les meilleures conditions de réussite. Il s'agit de favoriser le désarmement et la réduction des armements pour libérer les ressources financières, les talents humains et la créativité, tout comme il s'agit de bâtir un nouvel accord global de sécurité partagée pour assurer la meilleure collaboration possible. En bref, il faut renforcer la capacité collective de faire la paix et c'est à ce niveau que se situe l'importance de la nouvelle conception de « sécurité globale » ou « sécurité commune » qui porte le débat au-delà de simples considérations traditionnelles de « sécurité collective » d'États-nations réunis autour de pactes militaires. Puisque l'enjeu central est la préservation de la vie sur la planète, bien plus que la préservation des États, la logique d'action pour y parvenir change. Elle passe de la prédominance d'une logique de politiques d'États à une logique sociétale de participation d'acteurs sociaux pour trouver les moyens de vivre en commun aujourd'hui et pour préparer l'avenir (Melucci, 1985).

C'est le sens général de l'activation des nouveaux mouvements sociaux pour le désarmement et la paix durant les années 80 (Babin, 1990). Mais celle-ci vise aussi plus particulièrement à apporter un correctif au fait que l'essor des politiques scientifiques et technologiques a été le produit, non pas de la paix, mais de la guerre froide, c'est-à-dire de l'absence de paix sur laquelle s'est conclue la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit aussi d'une démarche à l'encontre de l'appropriation militaro-mercantile des développements technologiques étant données ses incidences sur la paix et la sécurité globale, ainsi que par rapport à l'entretien de divers conflits et guerres aux conséquences meurtrières et imprévisibles. De plus, le mouvement pour le désarmement et la paix s'objecte au fait que, derrière les paravents du secret militaire et des impératifs de sécurité nationale, se cachent des activités qui correspondent davantage à une logique servant des intérêts privés plutôt que l'intérêt commun, ce qui est observable au niveau des programmes d'armements de même que dans le choix d'intervenir peu ou de ne pas intervenir face au profitable commerce et trafic d'armes au niveau mondial. On refuse d'accepter que les questions militaires demeurent à l'écart de l'emprise des citoyens puisque leurs impacts et répercussions sur l'environnement et la société restent mal évalués. D'où

aussi l'importance des démarches écologistes pour qu'elles soient soumises aux mêmes processus d'évaluations environnementales que les autres changements technologiques. Le message sous-jacent est que ce secteur, de par ses impacts considérables, ne doit plus continuer de bénéficier d'une logique d'exemption dans une importante période de questionnement concernant le sens du développement actuel et futur de nos sociétés.

Cette même attitude critique s'applique aussi aux nouvelles politiques militaires de l'après Guerre froide, qui se fondent de plus en plus sur des interventions extérieures par des forces mobiles dotées d'une force de frappe imposante constituée d'armes technologiquement sophistiquées allant jusqu'aux armes nucléaires tactiques miniaturisées. En particulier, les groupes se remobilisent, comme ce fut le cas lors de la Guerre du Golfe, puisqu'il s'agit surtout d'un traitement technique des problèmes qui néglige un traitement économique, politique, social et culturel des graves problèmes qui se manifestent un peu partout, mais avec plus de vigueur dans divers pays du Sud et de l'Est. Ces groupes s'objectent à un choix critiquable de solutions militaires avec peu d'accent sur la prévention, la médiation, la résolution non-violente des conflits et avec une occultation de la sécurité commune.

Le mouvement social formé par ces groupes préconise en contrepartie une réorientation des choix technologiques vers des objectifs pacifiques et mieux adaptés socialement aux besoins qui s'expriment aux niveaux local, régional et national. Généralement, l'utilisation des ressources pour des objectifs plus productifs est recherchée, ainsi que, depuis quelque temps, dans une perspective d'intérêts communs, pour un financement international prioritaire du développement des pays pauvres du Sud. Une telle démarche solidaire est perçue comme indispensable et comme devant être enclenchée rapidement, si l'on veut réellement intégrer ces pays dans une dynamique mondiale de résolution de la crise écologique. En ce domaine, il est toujours plus nécessaire de persévérer et d'aller au-delà de l'échec relatif du Sommet de Rio, qui n'a même pas répondu au problème du militarisme, qui a produit de belles paroles mais peu de résultats concrets, parce que les gouvernements ont refusé de fournir les fonds nécessaires, mais par lequel il a néanmoins été possible de prendre généralement conscience de la dimension cruciale de l'établissement d'un modèle de développement renouvelé et d'un nouveau rapport équitable entre les pays du Nord et du Sud.

## LA RECONVERSION ÉCONOMIQUE

Un tel objectif de développement durable et équitable doit aussi s'appuyer sur une démarche englobante de reconversion économique, le troisième objectif important recherché par les mouvements sociaux progressistes contemporains. Essentiellement, il s'agit de passer par une démilitarisation de l'économie de type militaro-industriel à une plus vaste alliance écolo-pacifiste pour le changement. Quoique recherchées depuis longtemps par nombre de pacifistes, ainsi que par des syndicalistes, ce n'est qu'avec la fin de la Guerre froide que les perspectives de reconversion économique commencent plus largement à susciter l'intérêt. Et ceci coïncide en réalité avec l'amorce d'un déclin général des commandes militaires, d'où une ouverture des secteurs aéronautique, spatial et naval pour les politiques de désengagement, de diversification et de reconversion du secteur militaire qui peuvent aller plus ou moins loin (Zaks et *al*, 1992). C'est ainsi que certaines firmes vont vendre leur secteur militaire, que d'autres vont acquérir des firmes civiles ou augmenter leur part de production civile, alors que d'autres chercheront à transférer des capacités productives du secteur militaire vers le secteur civil. Inscrites dans une logique économique à moyen terme, ces démarches peuvent toutefois être vues comme un processus partiel devant des difficultés perçues comme conjoncturelles. Et ceci d'autant plus qu'il y a, en même temps, une importante réaction défensive de retranchement sur les marchés militaires existants, notamment par la concentration et l'internationalisation croissantes de grandes firmes d'armements.

Pour aller au-delà d'une simple reconversion conjoncturelle, les mouvements sociaux proposent plutôt une approche à long terme qui ne néglige pas le court terme et qui consiste à élargir le sens de la reconversion à la transformation du système de guerre en un système de

paix, ce qui nécessite une réorganisation socio-économique et politique plus globale. Pour cela, ils proposent, entre autres choses, le défi de la conversion des industries d'armements vers le développement de techniques de protection et de réhabilitation de l'environnement, un défi orienté aussi vers l'établissement d'un mode de développement centré sur les besoins humains et naturels. Ils invitent ainsi à ne pas fuir les vrais réalités d'un monde dans une phase critique de son développement, d'un monde qui, à bien des égards, est à reconstruire. Parce qu'elle doit aussi s'ouvrir sur de nouveaux débouchés à court terme, une telle perspective pourra contribuer à la lutte contre le chômage et contre le désœuvrement qui marquent négativement notre époque, en faisant en sorte qu'on cesse de considérer les emplois comme un coût et comme une charge, mais plutôt qu'on les conçoive comme un moyen de faire cesser la désagrégation des sociétés contemporaines.

Plus largement, ces mouvements cherchent à rendre visible la nécessité d'une mise en mouvement générale des sociétés, pour qu'elles s'engagent dans un processus de changement profond, pluraliste et favorisant les convergences. C'est dans cet esprit que certains ont proposé comme principe d'action l'approfondissement d'une éthique de la responsabilisation par laquelle on prend conscience que c'est aux hommes et aux femmes d'assumer leur destin et de réaliser eux-mêmes les changements qui s'imposent, d'où les appels pour qu'ils et elles prennent la mesure de leurs nouvelles responsabilités et les assument[2]. Le choix d'une telle approche est significative : elle accompagne les actions en ce sens et constitue une approche qui s'ouvre sur l'art de l'existence avec ses préférences, ses choix, ses débats, etc., au-delà de la soumission à des dominations économistes, militaristes ou technicistes. Une éthique de responsabilisation invite donc, tout simplement mais conséquemment, à faire et à prévenir en amont plutôt qu'à subir et à s'adapter en aval.

## L'AVENIR EN GESTATION

Ces représentations sociales des notions de développement durable, de sécurité globale et de reconversion économique témoignent d'une part d'une perception plus sociologique et plus éthique du changement. D'autre part, ces représentations montrent que les aspirations et les revendications contemporaines sont désormais de caractère plus social et culturel et moins économique et matériel. Elles nous signalent aussi, avec une certaine vigueur, qu'une nouvelle période résolument planétaire s'ouvre pour l'humanité et qu'à l'intérieur de celle-ci les nouveaux mouvements sociaux vont tout probablement jouer un rôle majeur. En jouant le rôle de véritables laboratoires d'idées et de manières d'être, ces mouvements sociaux préparent peut-être ce qui sera une dimension majeure de la culture de demain. Et tout en comportant d'importantes dimensions prospectives, leurs diverses actions en faveur du changement constitueraient alors des modulations d'une nouvelle solidarité sociale et naturelle en gestation dont on commence à peine à deviner les contours.

Ronald BABIN
Département de sociologie
Université de Moncton
Moncton, Nouveau-Brunswick
Canada E1A 3E9

Jean-Guy VAILLANCOURT
Département de sociologie
Université de Montréal
C.P. 6128, succursale Centre-ville
Montréal, Québec
Canada H3C 3J7

2. Les 45 traités thématiques de collaboration et de coopération signés à Rio en juin 1992 par les représentants de différents groupements dans le cadre du « Forum global des Organisations non gouvernementales et des Mouvements sociaux » constituent autant d'appels de ce genre. Evidemment, il y en a d'autres mais l'un d'eux, de par son caractère plus succinct et englobant, mérite d'être signalé : il s'agit de la plate-forme intitulée *Pour un monde responsable et solidaire* (décembre 1993) et élaborée par le Groupe de Vézelay et la Fondation pour le Progrès de l'Homme dans le but d'initier une large dynamique pour préparer un événement majeur en 1999 provisoirement appelé « États Généraux de la Planète ». Cette plate-forme destinée à une large diffusion a déjà été publiée dans le mensuel français *Le Monde diplomatique* (avril 1994) ainsi que dans les quotidiens italien *Il Manifesto* et néerlandais *Trouw*. Elle a, en date du 10 juillet 1994, recueilli 292 signataires provenant de 83 pays.

RÉSUMÉ

Avec la fin de la Guerre froide et l'émergence des problèmes écologiques globaux, deux nouveaux mouvements sociaux — le mouvement vert et le mouvement pour la paix — convergent dans leurs efforts pour lier les questions de sécurité globale, de reconversion des dépenses militaires et de développement durable. Ce dernier concept ne concerne pas seulement la protection de l'environnement et le développement économique, mais comprend aussi une dimension plus socio-politique et culturelle s'adressant à la démocratie, au désarmement, à l'équité entre générations, entre le Nord et le Sud, entre hommes et femmes, entre riches et pauvres... L'analyse de l'intégration des trois thématiques laisse voir les diverses facettes des enjeux politiques, économiques, sociaux et éthiques du changement social.

ABSTRACT

With the end of the Cold War and the emergence of global ecological problems, two new social movements — the green movement and the peace movement — converge in their efforts to link the issues of global security, redeployment of military expenditures, and sustainable development. This last concept concerns not only environmental protection and economic development, but also a more socio-political and cultural dimension relating to democracy, disarmament, and equity between generations, between North and South, between men and women, between rich and poor... The analysis of the integration of these three themes illustrates the different facets of the political, economic, social and ethical issues in question.

RESUMEN

Con el fin de la guerra fría y la emergencia de problemas ecológicos globales, dos movimientos sociales nuevos — el movimiento verde y el movimiento por la paz — convergen en sus esfuerzos por ligar las cuestiones de seguridad global, de reconversión de los gastos militares y de desarrollo durable. Este último concepto no concierne solamente a la protección del medio ambiente y al desarrollo económico, sino que comprende también una dimensión más socio-política y cultural dirigiéndose a la democracia, al desarme, a la equidad entre generaciones, entre el Norte y el Sur, entre hombres y mujeres, entre ricos y pobres... El análisis de la integración de las tres temáticas deja ver las diversas facetas de las posturas políticas, económicas, sociales y éticas.

## BIBLIOGRAPHIE

BABIN, Ronald et Jean-Guy VAILLANCOURT (1984), « Le néopacifisme québécois » *in* Vaillancourt, J.-G. et R. Babin (sous la direction de ), « Le mouvement pour le désarmement et la paix », *Revue internationale d'action communautaire*, 12/52, automne 1984, pp. 27-34.

BABIN, Ronald (1990), « Les années 80 : décennie néo-pacifiste » *in La paix comme projet de justice*, Montréal, ACFAS, (*Les cahiers scientifiques* n° 74), pp. 103-183.

BABIN, Ronald (1992), « Régulation sociale en matière d'écologie au Canada : l'approche Tables rondes », *Revue de l'Université de Moncton*, Vol. 25, n° 1-2, pp. 285-294.

BABIN, Ronald (1993), « Contrastes entre les visions de développement durable au Nouveau-Brunswick », *in* PRADES, J., J.-G. VAILLANCOURT et R. TESSIER (sous la direction de), *Instituer le développement durable : Éthique de l'écodécision et sociologie de l'environnement*, Montréal, Fides, pp. 127-143.

BACCOUCHE, Nasser et Ronald BABIN (1993), « Face aux risques écologiques », *Possibles*, Vol. 17, n° 3/4, pp. 287-304.

DUCLOS, Denis (1984), *La peur et le savoir. La société face à la science, la technologie et leurs dangers*, Paris, La Découverte.

« Du global au local. Vers une économie de projets », *Pour*, n° 135, septembre 1992, Paris, L'Harmattan, 160 p.

GIDDENS, Anthony (1987), *La constitution de la société. Éléments de la théorie de la structuration*, Paris, Presses universitaires de France.

GODARD, Olivier (1993), « Le développement durable » *in* Commissariat général du Plan, *L'économie face à l'écologie*, Paris, La Découverte, pp. 132-143.

HABERMAS, Jürgen (1987), *Théorie de l'agir communicationnel*, Paris, Fayard.

HEGEDUS, Zsuzsa (1990), « Social Movements and Social Change in Self-Creative Society : New Civil Initiatives in the International Arena » *in* Albrow, M. and E. King (eds.), *Globalization, Knowledge and Society*, London, Sage Publications, pp. 263-280.

KEANE, John (ed.) (1988), *Civil Society and the State*, London, Verso.

MELUCCI, Alberto (1985), « The Symbolic Challenge of Contemporary Movements », *Social Research*, Vol. 52, n° 4, pp. 789-816.

MORIN, Edgar (1989), « La pensée écologisée. Pour une nouvelle conscience planétaire », *Le Monde diplomatique*, octobre 1989, pp. 1, 18-19.

OFFE, Claus (1985), « New Social Movements : Challenging the Boundaries of Institutional Politics », *Social Research*, 52/4, pp. 817-867.

PRADES, José, Jean-Guy VAILLANCOURT et Robert TESSIER (sous la direction de) (1991), *Environnement et développement : Questions ethiques et problèmes socio-politiques*, Montréal, Fides.

PRADES, José, Robert TESSIER et Jean-Guy VAILLANCOURT (sous la direction de) (1994), *Gestion de l'environnement : éthique et société*, Montréal, Fides.

PRADES, José, Robert TESSIER et Jean-Guy VAILLANCOURT (sous la direction de) (1994), *Instituer le développement durable : Éthique de l'écodécision et sociologie de l'environnement*, Montréal, Fides.

Rapport Brundtland (1987), *Our Common Future*, Londres, Oxford University Press ; *Notre avenir à tous*, Montréal, 1988, Éd. du Fleuve.

SMITH, Dan and Edward P. THOMPSON (eds.) (1987), *Prospectus for a Habitable Planet*, London, Penguin Books.

Sommet de la Terre, Rio de Janeiro, (juin 1992), *Traités des Organisations non gouvernementales et des Mouvements Sociaux*, Direction de la publication : Collectif Environnement Développement International, 229 Bd. Voltaire, 75011 Paris ; Comité de Liaison des Organisations de Solidarité Internationale, 14 Passage du Bail, 75010 Paris, 315 p.

THOMPSON, Edward P. and Dan SMITH (eds.) (1981), *Protest and Survive*, New York, Monthly Review Press.

TOURAINE, Alain (1975), « Les nouveaux conflits sociaux », *Sociologie du travail*, n° 1/75, pp. 1-17.

TOURAINE, Alain (1984), *Le retour de l'acteur*, Paris, Fayard.

TOURAINE, Alain (1991), « Au-delà d'une sociologie du travail et des mouvements sociaux », *Sociologie et sociétés*, Vol. XXIII, n° 2, pp. 27-41.

TOURAINE, Alain (1994), *Qu'est ce que la démocratie ?*, Paris, Fayard.

VAILLANCOURT, Jean-Guy et Ronald BABIN (1984), « Le mouvement pour le désarmement et la paix », numéro spécial de la *Revue internationale d'action communautaire*, 12/52, automne, 214 p.

VAILLANCOURT, Jean-Guy (1992a), « CNUED et Forum global : les Sommets de Rio », *Delta*, Vol. 3, n° 2, automne, pp. 1, 2-5.

VAILLANCOURT, Jean-Guy (1992b), « Deux nouveaux mouvements verts québécois : le mouvement pour la paix et le mouvement vert » in Daigle, Gérard (sous la direction de), *Le Québec en jeu. Comprendre les grands défis*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, pp. 791-807.

VAILLANCOURT, Jean-Guy (1995), « Réaliser le développement durable », *Écodécision*, n° 15, p. 4. (numéro spécial sur le développement durable). Voir aussi pp. 24-29.

ZAKS, Arié et *al.* (1992), *Diversification et reconversion de l'industrie d'armement*, Bruxelles, GRIP- Institut européen de recherche et d'information sur la paix et la sécurité.